



Annales historiques de la Révolution française

363 | janvier-mars 2011

L'Amérique du Nord à l'époque de la Révolution française

Un discours inédit de l'abbé Grégoire sur le décret du 15 mai 1791

« Discours de M. Grégoire sur la révocation du décret relatif aux gens de couleur »

Jean-Daniel Piquet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11963>

DOI : 10.4000/ahrf.11963

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2011

Pagination : 175-183

ISBN : 978-2-200-92677-9

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Jean-Daniel Piquet, « Un discours inédit de l'abbé Grégoire sur le décret du 15 mai 1791 », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 363 | janvier-mars 2011, mis en ligne le 01 mars 2014, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11963> ; DOI : 10.4000/ahrf.11963

Tous droits réservés



UN DISCOURS INÉDIT DE L'ABBÉ GRÉGOIRE SUR LE DÉCRET DU 15 MAI 1791

« Discours de M. Grégoire sur la révocation du décret relatif aux gens de couleur »

Jean-Daniel PIQUET

Du 11 au 15 mai 1791, à l'Assemblée constituante, l'abbé Grégoire joua avec succès un rôle de premier plan dans le combat pour la promulgation d'un décret accordant à une partie des hommes de couleur libres l'égalité des droits avec les Blancs. Il s'en félicita par écrit en juin 1791. Par voie de conséquence à la fin de l'été 1791 on lui connaissait trois œuvres sur la question coloniale dans cette lutte entamée en décembre 1789¹.

Vers la mi-septembre 1791, il composa pour lecture à l'Assemblée constituante un quatrième travail : un discours fleuve, destiné à prévenir la révocation du décret du 15 mai 1791. Mais, en raison de l'accélération des événements, il ne fut pas habilité à le présenter à la salle du manège. Le 23 septembre, en effet, le principe d'une discussion sur une modification du décret par Barnave et Le Chapelier fut adopté à la majorité avec le lendemain les conséquences que l'on sait, rendant ce discours d'avertissement caduc. Ce travail fut uniquement publié dans le *Journal des débats de la Société des Amis de la Constitution*² et de ce fait est resté méconnu.

(1) *Mémoire en faveur des gens de couleur ou sangs mêlés de Saint-Domingue, & des autres îles françaises de l'Amérique, adressé à l'Assemblée nationale*, Paris, décembre 1789; *Lettre aux philanthropes sur les malheurs, les droits et les réclamations des gens de couleur de Saint-Domingue et des autres îles françaises de l'Amérique*, Paris, octobre 1790; *Lettre aux citoyens de couleur et nègres libres de Saint-Domingue et des autres îles françaises de l'Amérique*, Paris, Imprimerie du Patriote Français, 8 juin 1791.

(2) *Journal des débats de la Société des Amis de la Constitution*, n° 61, 16 septembre 1791, 5 vol., tome 1. Bibliothèque historique de la ville de Paris (désormais, BHVP), 105-571.

Alphonse Aulard en avait tout juste signalé l'existence³ ; dans un article relatif à son parcours jacobin et parfois ambigu⁴ nous en avons extrait deux paragraphes. Il est vrai que quelques coupures rédactionnelles rendent son édition malaisée : l'allocution n'a pas de titre⁵. Toutefois en collant à sa présentation rédactionnelle on peut l'intituler « Discours de M. Grégoire sur la révocation du décret relatif aux gens de couleur ». Les coupures de ce discours étant limitées à la conclusion, et résumées par les rédacteurs du journal qui en informèrent le lecteur, on peut en prendre connaissance dans ces colonnes sans trahir ni schématiser la pensée de l'auteur.

Dans ce discours, l'abbé Grégoire attaque les assemblées coloniales qui tentaient depuis 1789 d'abord d'empêcher les mulâtres d'accéder à l'égalité avec les Blancs, ensuite d'entraver l'exécution du décret du 15 mai 1791. À ce titre, cette figure charismatique du courant démocratique de l'Assemblée constituante défendait inconditionnellement l'adoption de ce décret. Il ne perçut nullement une quelconque discrimination à l'encontre des hommes de couleur libres, qu'aurait entraînée la transaction réclamée avec succès par Jean-François Reubell. On pourrait certes l'expliquer par le contexte de régression conservatrice du moment, qui imposait une certaine circonspection. Pourtant quelques jours plus tôt Brissot, fondateur de la Société des Amis des Noirs et militant actif qui menait le combat dans les mêmes lieux avait relevé et regretté la création de « cette classe intermédiaire qui paraît si nécessaire à l'aristocratie des blancs ». Mais surtout Grégoire confirmait une remarque formulée quelques mois plus tôt dans sa troisième brochure écrite avant la fuite du roi à Varennes :

« Le décret, relatif aux gens de couleur, rédigé sous *les auspices de la sagesse et de la prudence*, est un hommage à *la raison et à la justice* ». (souligné par Grégoire).⁶ Ainsi faut-il comprendre les propos rapportés en conclusion par la rédaction du *Journal des débats de la Société des*

(3) F.A. AULARD, *La société des Jacobins. Recueil de documents pour l'histoire du club des jacobins de Paris*, Paris, tome 3, p. 134. L'allocution de Grégoire ne fut répertoriée ni à la BNF ni à la BHVP. On ne la trouve pas davantage dans ces trois anthologies : *la Révolution française et l'abolition de l'esclavage* Paris, EDHIS, 1968, 12 vol ; « Grégoire et l'esclavage », tome 6, *Œuvres de l'abbé Grégoire* dans Albert SOBOUL (dir), Paris, EDHIS 1977, 14 vol. ; « L'abbé Grégoire, Écrits sur les Noirs » dans Rita HERMON-BELOT (présentation), Roger LITTLE (ed), Paris, L'Harmattan, 2009, 2 vol., tome 1, 1789-1815.

(4) Jean-Daniel PIQUET, « L'abbé Grégoire ou l'universalisme jacobin d'une déclaration des droits et des devoirs des hommes de toutes les couleurs », *Annales de l'Est*, 6^e série-52^e année – n° 1 – 2002, *mélanges*, p. 269-291 (276).

(5) Un jour peut-être en retrouvera-t-on le texte intégral dans les papiers de Grégoire, les archives de « la Société des Amis de la Constitution, séante aux Jacobins », voire celles de l'Assemblée Nationale.

(6) « Lettre aux citoyens de couleur et nègres libres... », dans Albert SOBOUL (dir), *op. cit.*

Amis de la Constitution : « M Grégoire a donné l'importance de ce décret et l'inconvenance qu'il y aurait à y rien changer ».

À moins d'admettre que Grégoire ne se soit déjugé en l'espace de quelques semaines (15 mai–8 juin) sur l'amendement Reubell, il exprimait ici ce point de sa pensée, récusé tant par Robespierre que par Brissot.

Grégoire conclut également en reprenant un point de vue très modéré sur l'esclavage formulé à l'Assemblée constituante le 11 mai 1791 dans une longue intervention⁷ ; Il y disait alors que « vouloir sur le champ donner tous les droits politiques à des hommes qui n'en connaissent pas tous leurs devoirs, ce serait peut-être mettre une épée dans les mains d'un furieux, ce serait un détestable présent à faire à eux-mêmes ».

A la mi-septembre il écrit :

« Ne dites pas non plus qu'en forçant les conséquences de nos principes, il faudrait à l'instant prononcer la liberté des nègres, je le nie, car la morale défend de mettre une espèce de couteau aux mains d'un enfant qui avec cette arme pourrait se blesser ou blesser autrui ; les nègres sont, pour ainsi dire, de grands enfants ; abandonnés à eux-mêmes, ils périraient ou feraient périr [...] »

Mais ici la motivation tactique y avait sa part. Certes ces deux positions voisines ne diffèrent guère de textes passés ou contemporains d'autres membres de la Société des Amis des Noirs au sein de laquelle il jouait un rôle actif, Brissot en tête. À nouveau, le 12 septembre, ce dernier réadopta une telle position :

« Que si la politique et l'humanité même défendaient d'affranchir quant au présent les esclaves elles faisaient la loi de faire jouir des hommes libres de tous les droits à la liberté »⁸.

Le 11 mai enfin, l'Assemblée se trouva encouragée par la prudence de Grégoire, à écarter des débats parlementaires le plan d'abrogation de l'esclavage et du *Code Noir*, du député Vieffville des Essarts⁹, lequel n'était pas membre de la Société des Amis des Noirs¹⁰.

(7) AP, tome 25 p. 740

(8) J.P. BRISOT, *art. cité*.

(9) L'assemblée constituante décida malgré tout de faire publier son plan. On peut en prendre connaissance dans Aimé CÉSAIRE, *Toussaint Louverture, la Révolution française et le problème colonial*, Paris, 1961, p. 172-181. Aimé Césaire voit en cet « obscur député du Vermondois » l'unique représentant du peuple qui en mai 1791 ait abordé « de front » la question de l'esclavage

(10) Son nom est absent de ses archives. Voir Marcel DORIGNY, Bernard GAINOT, *La Société des Amis des Noirs 1788-1799, contributions à l'histoire de l'abolition de l'esclavage, 1788-1791*, Paris, Éditions de l'UNESCO, 1999, 429 p.



Cependant en juin 1791, optimiste et lyrique, Grégoire édulcora sa circonspection tactique passée et lança :

« Un jour, le soleil n'éclairera parmi vous que des hommes libres ; les rayons de l'astre sur des fers et sur des esclaves. L'assemblée n'a point encore associé à votre sort, parce que les droits des citoyens concédés brusquement à ceux qui n'en connaissent pas les devoirs seraient peut-être pour eux un présent funeste. Il est dans la marche irrésistible des événements, dans la progression de lumières que tous les peuples dépossédés du domaine de la liberté récupèrent enfin cette propriété inamissible »¹¹.

Le 16 septembre, cette euphorie n'est plus de mise ; elle fait place à un pessimisme exacerbé. Celui-ci ne se limite pas à l'inexécution de ce décret depuis mai 1791 ou à l'impossibilité d'abolir à jamais l'esclavage. L'abbé Grégoire constate avec tristesse le nombre important de coreligionnaires qui agissaient dans le camp des colons blancs et de Barnave. A.G. Sepinwall releva cette amertume qui le gêna toute sa vie : dans les milieux religieux le combat contre l'esclavage et l'aristocratie de la peau passionnait beaucoup plus les protestants que les catholiques¹².

Malgré tout, un détail indique qu'il pensait peut-être se consoler en ramenant dans le droit chemin un député des colonies supposé égaré : Gouy d'Arcy, accusé d'être l'auteur d'une lettre incendiaire qui portait sa signature. Le député de Saint-Domingue affirma – en public ou en privé – qu'elle lui fut injustement « attribuée ». Au club des Jacobins Gouy fut attaqué par Danton le 10 juin 1791, puis officiellement suspendu de la société le 12¹³. La raison en était sa participation à une politique de boycottage par tous les députés des colonies, membres du club Massiac, des séances de l'Assemblée constituante depuis le 16 mai

(11) Lettre aux citoyens de couleur..., *op. cit.* Jacques THIBAU, *Le temps de Saint-Domingue, l'esclavage et la révolution française*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1989, 382 p., p. 260. Marcel DORIGNY, « Grégoire et le combat contre l'esclavage pendant la Révolution, Précis historique » dans Yves BENOT, Marcel DORIGNY, *Grégoire et la cause des Noirs (1789-1831), combats et projets*, p. 51-68 (57).

(12) Allyssa Goldstein SEPINWALL, *The abbé Grégoire and the French Revolution ; The Making of Modern Universalism*, University of California Press, 2005, p. 312 ; *id.*, *L'abbé Grégoire et la Révolution française, les origines de l'universalisme moderne*, Becherel, les Perséides, 2008, 349 p., p. 214 (préface de Marcel DORIGNY, p. 9-12).

(13) Jean-Daniel PIQUET, « L'émancipation des Noirs dans les débats de la société des Jacobins de Paris (1791-1794) » dans Marcel DORIGNY (dir.), *Esclavage, résistances et abolitions*, actes du 123^e Congrès des Sociétés Historiques et Scientifiques, Paris, Éditions du CTHS, 1999, p. 187-198. Pour le détail de la confrontation Danton-Gouy : Gérard Walter, *Histoire des Jacobins*, Paris, Aimerly Somogy, 1946, p. 153-156.

en protestation de la promulgation du décret de la veille¹⁴. Il en résultait, aux yeux de la majorité des membres de la Société des Amis de la Constitution que tous ceux qui en étaient membres violaient le serment du Jeu de paume. Grégoire aurait-il jugé la sanction excessive ou dangereuse pour l'esprit de conciliation qu'il plaidait dans sa *Lettre aux citoyens de couleur* publiée quelques jours plus tôt ? Gouy ayant de toute façon réintégré l'Assemblée après la création de « la Société des Amis de la Constitution, séante aux Feuillants », il est possible que Grégoire, relevant le démenti, ait ouvert un dialogue avec le député de Saint-Domingue pour obtenir son éventuel retour à « la Société des Amis de la Constitution, séante aux Jacobins », en contrepartie d'une reconnaissance publique du « décret relatif aux gens de couleur ». En répétant mot pour mot ses propos tactiques du 11 mai, il tend peut-être une perche au député de Saint-Domingue. Le 26 septembre, constatant l'échec de sa tentative, il repose le problème de l'abolition de l'esclavage : il attaqua les colons blancs « comme les hommes les plus infâmes après les parricides, les marchands de chair humaine »¹⁵.

Hormis quelques coquilles et fautes d'orthographe mineures, « les anglais » pour « les Anglais » nous avons maintenu scrupuleusement le texte. Ainsi en est-il des erreurs chronologiques : quatorze et 14 mai au lieu de quinze et 15 mai ; « édit de 1688 » au lieu de « édit de 1685 ».

« M. Grégoire allait lire à la société le discours qu'il avait dessein de prononcer à l'Assemblée nationale sur la révocation du décret relatif aux gens de couleur, lorsque M... a donné connaissance d'une lettre écrite le 14 juillet de la Martinique, dans laquelle on annonce que les habitants de cette île, et particulièrement ceux de la ville de St.-Pierre ont parfaitement reçu ce décret et qu'ils ont déclaré qu'ils maintiendraient de tout leur pouvoir la constitution française.

M. Grégoire.

Je viens, messieurs, défendre vos principes, vos décrets, votre honneur, la justice et le véritable intérêt et de la patrie ;

mais avant d'aborder l'objet de la délibération il est utile de frapper d'ignominie les moyens par lesquels on a combattu les défenseurs des sang-mêlé, soit avant le décret, soit depuis qu'il est rendu.

(14) *AP*, tome 26, 16 mai 1791, p. 122-123.

(15) « Adresse aux députés de la seconde législature pr M. Grégoire, membre de la première, lue à la Société des Amis de la Constitution séante aux Jacobins de Paris » dans Albert SOBOUL (dir), *op. cit.*, tome 4, *Grégoire constituant...*



Il est presque inconcevable, l'acharnement de nos ennemis. Presque toujours cachés sous le voile de l'anonyme, ils ont inondé le public de libelles, peut-être se sont-ils dit : on nous verra par le raisonnement dans l'impossibilité de répondre, crions à toute la France que les défenseurs des sang-mêlés, veulent donner la liberté aux esclaves, qu'ils sont vendus aux Anglais : cette marche aura le double avantage de faire diversion aux arguments inattaquables de nos adversaires et d'appeler sur eux, l'animadversion, peut-être même la vengeance du peuple. La qualité de calomniateur est assez *flétrissante* pour ne pas y joindre d'épithètes.

Vous retrouverez des impostures contre vous-mêmes, messieurs, dans l'adresse de l'assemblée provinciale du Nord à l'assemblée provinciale [sic], elle prétend que le décret vous a été *surpris*. Dans la lettre que les mêmes colons envoient aux 83 départements, ils assurent que le décret n'a pas été librement *émis*. En outrageant ainsi la vérité, je ne crois pas qu'ils inventent ; sans doute ils répètent, et d'après qui ?

Examinez ensuite les adresses des villes de commerce, adresses qui semblent avoir été jetées dans un même moule. Plusieurs, telle que celle des marins du Havre sont tissées d'injures dont les habitants des halles rougiraient. Le grand nombre de ces adresses vous assure que votre décret n'est dû qu'aux ennemis de la constitution, et comme il a été rendu par la majorité de cette assemblée, il en résulte la conséquence infaillible que la majorité de cette assemblée est ennemie de la constitution.

Et combien de fois n'a-t-on pas souillé la tribune de l'assemblée et déshonoré la qualité de législateur, par des injures qui décèlent la faiblesse de la cause, et la perversité du cœur de ceux qui la défendent. Nous étions prévenus qu'aujourd'hui même un déluge d'imprécations devait tomber sur nous. Il semble qu'on ait juré de déshonorer l'assemblée vers la fin de sa session.

Examinez encore d'autres manœuvres mises constamment en usage. Tantôt ce sont des calculs faux et exagérés sur la balance du commerce, sur le nombre des esclaves que les uns portent à six cent mille, d'autres à un million, car trois ou quatre cent mille hommes de plus ou de moins ne leur coûtent qu'une parole. Tantôt ce sont des menaces, des terreurs semées à propos.

Un jour, il sera levé en entier, le voile qui couvre ces menées ténébreuses et alors on verra comment les lettres des mulâtres, comment tous les paquets arrivés de France, ou destinés pour la France, étaient visités, interceptés : comment on répandait avec profusion à Saint-Domingue toutes les nouvelles, tous les pamphlets propres à aigrir les blancs, telle que la lettre, je ne dis pas de M. de Gouy, mais attribuée à M. de Gouy ; lettre

qui n'est qu'un tison ardent jeté au milieu des colonies. Tout concourt à vérifier ce qu'ont allégué les députés de Brest, c'est que le trouble a été alimenté par ceux mêmes qui devaient l'éteindre.

D'ailleurs, messieurs, je le demande au comité colonial, pourquoi le décret rendu depuis plus de quatre mois n'est-il pas encore envoyé officiellement ? Pourquoi n'est-il arrivé à Saint-Domingue, qu'escorté de mensonges et défiguré par des commentaires injurieux à l'Assemblée nationale ? C'était sans doute pour laisser aux intrigants le temps d'exalter les esprits dans la colonie. Pourquoi les nouveaux membres adjoints au comité colonial ont-ils été obligés en quelque sorte de s'en retirer ? Je ne crains pas d'accuser hautement ce comité et je ne suis en cela que l'écho du public, lorsqu'il vient nous mentir par ses contes sur les difficultés que présente l'exécution du décret ; nous n'avons jamais prétendu sans doute qu'il put avoir l'assentiment général. Nous savions également, par exemple, que le décret qui abolit la noblesse exciterait de vives réclamations. On nous montrait le royaume bouleversé pour une loi qui nivelait toutes les classes de citoyens, mais nous n'étions pas venus pour pactiser avec l'aristocratie des parlements ni avec celle de la peau de l'assemblée provinciale.

Plus j'y réfléchis plus je trouve étrange et contradictoire la conduite des planteurs blancs et de leurs adhérents.

Dans une adresse du 14 août 1790, l'assemblée provinciale du Nord disait : « nous publions hautement que nous voulons vivre et mourir français ». Voilà donc ces fidèles colons qui veulent aujourd'hui repousser le pavillon national, abjurer la métropole, et se donner aux Anglais. C'est-à-dire que leur fidélité se mesure sur leur intérêt, à coup sûr, tous nos parlementaires, nos ci-devant nobles, nos émigrés auraient aussi juré fidélité en donnant à ce mot la même acception.

Les colons nous disent que l'aristocratie seule approuve le décret du quatorze mai, comme un moyen de contre-révolution ; et je vois que ce décret a eu surtout pour adversaires dans l'assemblée, la portion la moins suspecte de démocratie. Je sais que dans nos colonies, les agents du pouvoir exécutif tous opposés à ce décret, sont gangrenés d'aristocratie, et j'ai la preuve en main dans un imprimé venu de Bruxelles, que les anti-patriotes s'agitent pour faire échouer le décret.

Les colons blancs font parade de bonté envers les mulâtres, et cependant à la nouvelle du décret, ces hommes si humains parlent de lâcher leurs ateliers contre les gens de couleur, de faire ruisseler leur sang comme celui des infortunés martyrs Ferrand de Baudières et l'Abbadie.

Les colons débitent que les écrits en faveur des mulâtres ont fait un grand tort dans les colonies, et quand il s'agit de déprécier le sang-mêlé,



on vous dit que leur ignorance est telle qu'ils ne savent seulement pas lire. On vous dit que cette ignorance présente des dangers évidents dans la subornation, et cependant l'assemblée de Saint-Marc ne prétendait pas, dit-on, les exclure de l'administration, elle s'occupait même du mode de leur admission lorsqu'elle fut dissoute par M. de Peynier.

Ils vous disent qu'on peut se reposer sur la justice des assemblées coloniales, qu'elles accorderont aux sang-mêlé l'objet de leurs demandes ; que d'ailleurs les mulâtres, ceux mêmes qui sont admis aux droits politiques en refuseraient la jouissance, et cependant on s'oppose avec acharnement à ce que l'assemblée nationale les leur accorde.

M. Barnave avoue enfin dans le sein de cette assemblée que dans l'art. quatre de l'instruction du 28 mars 1790, il avait entendu comprendre les mulâtres et aujourd'hui il dirige tous les efforts contre cette admission.

Les colons assurent que pour contenir les esclaves dans la subordination, il faut rehausser à leurs yeux, ceux qui les commandent, et cependant on veut avilir une caste d'hommes qui de l'aveu des blancs sont le boulevard de la colonie, contre les insurrections des nègres et le marronnage.

Enfin les colons blancs veulent refuser aux mulâtres dans la conquête de la liberté, ce que le despotisme de Louis XIV leur avait accordé par son édit de 1688. Ils veulent briser leurs fers, et river ceux des hommes libres qui les défendent, qui sont leurs enfants, et tandis qu'en France ces hommes de couleur sont au niveau de tous ; tandis qu'à Saint-Hypolite, département du Gard, un nègre est administrateur, tandis que vous avez rendu les droits politiques même aux exécuteurs de la justice, on veut que vous en priviez quarante mille citoyens dont la plupart sont contribuables et propriétaires. Ceux qui ont tant parlé soumission à vos décrets, veulent qu'aujourd'hui par une versatilité funeste, vous fassiez une démarche rétrograde et que vous détruisiez votre ouvrage. On a compté sans doute sur la fatigue, sur la faiblesse de l'Assemblée nationale. On a pensé que dans sa caducité elle laisserait échapper la balance de la justice et n'en conserverait que le bandeau.

D'après les clameurs multipliées contre le décret du 14 mai, ne dirait-on pas que c'est une monstruosité ? Et cependant il n'a fait que proscrire un préjugé ridicule et barbare, que la morale, la religion et la philosophie dénonçaient depuis longtemps. Je l'avoue, je suis surpris, scandalisé même de voir parmi les antagonistes des mulâtres, des ministres de cette religion qui ne prêche que l'égalité et la liberté.

Les colons blancs prétendent statuer exclusivement sur le sort des sang-mêlés, et que diraient-ils si les mulâtres prétendaient statuer exclusivement sur le sort et les droits politiques des blancs. Il me semble voir à

ces mots ceux-ci s'agiter, s'emporter ; mais l'impétuosité de leur colère ne détruit pas mon argument.

Ne dites pas non plus qu'en forçant les conséquences de nos principes, il faudrait à l'instant prononcer la liberté des nègres, je le nie, car la morale défend de mettre une espèce de couteau aux mains d'un enfant qui avec cette arme pourrait se blesser ou blesser autrui ; les nègres sont, pour ainsi dire, de grands enfants ; abandonnés à eux-mêmes, ils périraient ou feraient périr. Les droits des hommes conférés brusquement à ceux qui n'en connaissent pas les devoirs seraient un présent funeste, et ce n'est que graduellement qu'on peut arriver à ce but. Les oppositions à votre décret ne sont visiblement que la lutte de l'orgueil, de l'intérêt contre la justice. Nos adversaires en conviennent eux-mêmes. M. de Blanchelande ne vous a-t-il pas dit en effet comme un motif de révoquer votre décret qu'il blesse l'amour-propre des colons blancs ? »

Suit le résumé de la fin de l'allocution.

« Après avoir démontré les intrigues que les adversaires du décret rendu en faveur des gens de couleur, avaient employées et employaient encore pour en obtenir la révocation, M. Grégoire a donné sur l'importance de ce décret et l'inconvenance qu'il y aurait à y rien changer ; les raisons fortes et lumineuses qui accompagnent toujours une excellente cause défendue par un orateur bien pénétré en sa bonté ».

Jean-Daniel PIQUET
Docteur en histoire
piqjd@noos.fr

